

François Hollande : « L'initiative qu'il faut prendre, c'est de faire une pression très forte sur le Rwanda »

Pierre Firtion

RFI, 12 février 2025

Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), les combats ont repris hier dans le Sud-Kivu après plusieurs jours d'accalmie. La communauté internationale a toujours du mal à faire entendre sa voix et à faire stopper les hostilités. Comment y parvenir ? Dans ce dossier, la France a-t-elle raison de continuer à discuter avec les deux pays ou doit-elle s'aligner sur la position congolaise ? Autant de questions posées à François Hollande, l'ancien président socialiste, aujourd'hui député.

RFI : Quel regard portez-vous sur la situation dans l'est de la RDC ?

François Hollande : Je porte un regard à la fois attristé, et d'une certaine façon, révolté. Car c'est un conflit qui est tout à fait grave dans

ses conséquences, avec des vies humaines, des civils, aussi des forces congolaises qui sont attaquées. Et c'est aussi sans réaction de la part de la communauté internationale au niveau qui serait nécessaire. Car nous voyons bien que, aujourd'hui, même si le Secrétaire général des Nations unies a pris position, même s'il y a eu des déclarations de tel ou tel gouvernement, ce n'est pas à la hauteur de l'agression dont la République démocratique du Congo est la victime de la part du Rwanda, pour parler tout à fait clairement. Car derrière le M23, c'est le Rwanda qui est en cause.

Que devrait faire alors la communauté internationale selon vous ?

Faire pression sur le Rwanda beaucoup plus fortement. Le Rwanda bénéficie d'une certaine faveur. Il y a le passé qui compte. Nous sa-

vons très bien ce qui s'est produit avec le génocide et nous savons très bien combien la personnalité aussi du président rwandais [Paul] Kagame peut avoir comme importance dans l'ensemble des pays africains. Mais il n'empêche, là, il y a une agression qui est démontrée, qui est avouée de la part du Rwanda sur le soutien qu'il apporte à ce mouvement rebelle, qui n'est en fait, même si je ne nie pas son existence, mais qui n'est en fait que la face immergée de ce qu'est l'influence du Rwanda.

Et donc de voir un pays comme la République démocratique du Congo depuis des années, mais cette fois-ci avec une intensité plus grande, être finalement envahi, ses ressources naturelles confisquées, des villes qui sont occupées, c'est un manquement très grave au droit international. Et c'est d'ailleurs assez conforme à ce qui se produit dans le monde aujourd'hui. On voit ce qui se passe en Ukraine, on voit un certain nombre de pays qui ne respectent plus les règles de la communauté internationale. Eh bien, nous en sommes là aussi en République démocratique du Congo avec une forme d'invasion de son territoire.

La France fait-elle suffisamment entendre sa voix dans ce dossier selon vous ?

Elle l'a fait. Le gouvernement s'est exprimé, mais, je ne pense pas à un niveau suffisant. Le président de la République doit, sur ce sujet, dans

un contexte que nous connaissons, celui du manquement aux règles de droit international, avec déjà ce qui se passe au Soudan, qui est suffisamment préoccupant, avec des conséquences que ça peut avoir, y compris en termes humanitaires et en termes aussi de migrations.

Là, sur la République démocratique du Congo, grand pays francophone avec lequel nous sommes liés, nous devons absolument défendre non pas un régime, non pas un président en l'occurrence, mais nous devons défendre des principes. Le principe, c'est l'intangibilité des frontières, c'est le refus de la guerre qui est utilisée pour prendre des ressources naturelles et c'est le refus aussi de toute négociation d'envergure. Puisque chaque fois qu'il y a des rendez-vous, ils sont reportés, annulés ou en tout cas, ils n'ont pas d'effet. Donc, l'initiative qu'il faut prendre, c'est de faire une pression très forte sur le Rwanda et d'exiger le retrait des forces qui sont présentes en République démocratique du Congo.

Est-ce que la politique d'équilibrisme ou la position d'équilibrisme, pourrait-on dire, d'Emmanuel Macron est la voie à suivre ? Ou est-ce qu'il faudrait que la France s'aligne plus sur la position congolaise et mette en place des sanctions à l'égard de Kigali ?

La France ne peut pas prendre

seule des sanctions, elle doit le faire dans le cadre européen, c'est là qu'elles seront les plus efficaces. Et donc la France doit maintenant s'orienter vers cette voie si le Rwanda n'entend pas raison, s'il y a encore des forces militaires qui progressent dans l'est, ce qui est le cas. Car ça ne s'arrêtera pas forcément à Goma, donc avec un risque d'une progression de ses forces, il faut qu'il y ait un coup d'arrêt qui soit porté.